

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 10 Avril 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Croissance, exportations, déficit, dette...: Les chiffres crus de la dure année 2025

Le ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération vient de rendre public, dans son rapport sur les «Développements économiques récents et Perspectives», les chiffres de l'économie sénégalaise, pour l'année 2025. Celui-ci fait état d'une accélération notable de l'activité économique, avec une croissance qui est montée à 6,7%, contre 6,5% en 2024.«Cette performance repose principalement sur la contribution du secteur secondaire, en particulier les activités extractives liées aux hydrocarbures, ainsi que sur la reprise du secteur primaire, notamment agricole, atténuée par la décélération de l'activité du tertiaire et des taxes nettes sur les produits», renseigne le rapport.Hors hydrocarbures et agriculture, c'est la chute.En revanche, l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures «demeure sur une trajectoire de décélération observée depuis 2017, avec une croissance estimée à 1,6% en 2025 confirmant la persistance de fragilités structurelles dans les secteurs productifs traditionnels».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/croissance-exportations-deficit-dette-les-chiffres-crus-de-la-dure-annee-2025_n_489073.html

APS. Ousmane Sonko appelle à un "patriotisme de responsabilité et de transformation"

Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a insisté jeudi à Dakar sur l'importance d'un "patriotisme de responsabilité" et d'une souveraineté qui se construit par la transformation structurelle, à partir d'une "base sociale" et suivant une "allégeance populaire". "La transparence, la responsabilité, l'exemplarité des élites doivent être au cœur de notre projet de souveraineté", a dit M. Sonko lors d'une conférence animée par le géopolitologue français Pascal Boniface qui séjourne à Dakar.Le thème de cette conférence est axé sur "Autonomie, patriotisme et monde multipolaire : l'Afrique à la conquête de la souveraineté".Pour Ousmane Sonko, le patriotisme ne doit plus être un "mot creux" ou une simple "exaltation du drapeau". Il appelle à réhabiliter un "patriotisme exigeant qui relie les élites au peuple par la responsabilité et l'exemplarité".Selon le Premier ministre, la souveraineté est indissociable d'une "base sociale" et d'une "morale politique du collectif". "Le défi majeur n'est pas la multiplication de réalisations matérielles immédiates, mais bien la transformation des structures économiques et sociales, afin que l'État devienne un véritable instrument d'émancipation plutôt que d'accumulation", a analysé M. Sonko.

<https://aps.sn/ousmane-sonko-appelle-a-un-patriotisme-de-responsabilite-et-de-transformation/>

LEJECOS. Secteur informel : Vers une nouvelle doctrine pour accélérer la formalisation au Sénégal



Le Premier ministre a annoncé un tournant stratégique majeur dans la gestion du secteur informel, considéré comme l'une des principales fragilités structurelles du modèle de développement national. Lors de sa communication en conseil des ministres, mercredi 8 avril, il a souligné que la formalisation de cette économie constitue à la fois un impératif de compétitivité et un défi de transformation économique. Secteur informel : Vers une nouvelle doctrine pour accélérer la formalisation au Sénégal caractérisé par une faible productivité, une assiette fiscale limitée, une couverture sociale insuffisante et un pilotage institutionnel fragmenté, le secteur informel continue de peser sur les performances économiques du pays. Le Premier ministre a également relevé que la Stratégie nationale intégrée de formalisation de l'économie informelle (Snifei 2022-2026) n'a pas permis d'atteindre tous les résultats attendus. Face à ce constat, il a ordonné une évaluation indépendante et rigoureuse de cette stratégie. Cette démarche devra déboucher sur une version renouvelée, fondée sur une nouvelle doctrine combinant incitations fortes à la formalisation et sanctions contre les pratiques de fraude organisée.

https://www.lejecos.com/Secteur-informel-Vers-une-nouvelle-doctrine-pour-accelerer-la-formalisation-au-Senegal_a30657.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Hausse de 3,3% de la création d'entreprises en 2025, sous l'impulsion du secteur commercial

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-hausse-de-3-3-de-la-creation-dentreprises-en-2025-sous-limpulsion-du-secteur-commercial_60973

LE QUOTIDIEN. Relations économiques sénégal-turques : Koniad expose ses offres à Dakar

Rencontre d'affaires entre chefs d'entreprise turcs et sénégalais. La Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (Cciad) a reçu hier une délégation d'hommes d'affaires turcs originaires de la région de Koniad et évoluant dans divers secteurs d'activités. Cette visite d'affaires s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques entre le Sénégal et la Turquie. Le président de la Cciad affirme que «Koniad, reconnue pour son dynamisme industriel et son esprit entrepreneurial, représente pour le secteur privé national un partenaire de choix. De même, le Sénégal, avec sa stabilité politique, sa position géographique stratégique et ses réformes économiques ambitieuses, constitue une porte d'entrée privilégiée vers l'Afrique de l'Ouest».

<https://lequotidien.sn/relations-economiques-senegal-turques-koniad-expose-ses-offres-a-dakar/>

APS . Alioune Dione évoque les opportunités offertes par l'économie sociale et solidaire

Le ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire, Alioune Dione, a réaffirmé, jeudi à Dakar, la volonté du gouvernement de faire de ce sous- secteur un levier prioritaire de création d'emplois durables, d'inclusion sociale et de développement territorial. S'exprimant lors d'une rencontre consacrée à l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'initiative du Groupement d'intérêt économique (GIE) DEM FOU SORI et de Computech Institute, Alioune Dione a estimé que la décision des pouvoirs publics de déclarer 2026 année de "l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire" traduit "une conviction profonde que l'emploi durable passe par la



consolidation de l'ESS". Cette activité qui a enregistré la participation d'une délégation venue de la Turquie entre dans le cadre d'un partenariat avec le GIE DEM FOU SORI, incluant un partage d'expériences et de technologies au profit d'artisans sénégalais, notamment dans la conception et la commercialisation de leurs produits.

<https://aps.sn/alioune-dione-evoque-les-opportunités-offertes-par-leconomie-sociale-et-solidaire/>

APS. Un syndicaliste du BTP réclame un "New Deal" des infrastructures, entre l'État et le secteur privé

Le président du Syndicat professionnel des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics du Sénégal (SPEBTSP), Oumar Ndir, a souhaité, jeudi, à Dakar, la mise en œuvre au Sénégal d'un "New Deal" des infrastructures, pour rendre le BTP plus dynamique et faire contribuer davantage le secteur privé aux programmes infrastructurels de l'État. "Au nom du SPEBTSP, je souhaite aujourd'hui lancer un appel solennel à la construction d'un New Deal pour les infrastructures au Sénégal. Ce [souhait] repose sur une conviction simple : le secteur privé national doit être au cœur de la satisfaction des besoins en infrastructures de notre pays", a-t-il dit lors d'une "table ronde" sur "le dialogue stratégique public-privé autour des enjeux du secteur du bâtiment et des travaux publics". Le "New Deal" des infrastructures doit avoir quatre piliers, selon le président du SPEBTSP.

<https://aps.sn/un-syndicaliste-du-btp-reclame-un-new-deal-des-infrastructures-entre-letat-et-le-secteur-prive/>

SUD QUOTIDIEN. Chantiers sénégalais : le mal vient d'en amont... et d'en haut

Réunis hier à Dakar dans le cadre des « Mardis du BTP », les professionnels du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont dressé un état des lieux précis des dysfonctionnements qui affectent les chantiers. Les retards, les surcoûts, et les malfaçons, la qualité insuffisante des études préalables apparaît comme la cause principale. Malgré son poids économique, le secteur qui emploie près de 600 000 personnes, est fragile. Organisée par le Syndicat professionnel des entrepreneurs du BTP du Sénégal (SPEBTSP), la rencontre a donné lieu à des échanges techniques approfondis entre ingénieurs, responsables d'agences publiques et experts. Tous convergent vers le même constat selon lequel c'est en amont, bien avant le lancement des travaux, que se joue l'essentiel des réussites et des échecs. Le secteur du BTP représente environ 2 000 entreprises formelles sur les 21 500 que compte le Sénégal, pour un chiffre d'affaires estimé entre 1 500 et 2 000 milliards de francs CFA. Il mobilise près de 250 000 travailleurs qualifiés et 350 000 non qualifiés.

<https://www.sudquotidien.sn/chantiers-senegalais-le-mal-vient-den-amont-et-den-haut/>

LE SOLEIL. Kédougou: La Banque mondiale évalue le pôle aquacole de Bafoundou

En mission d'appui à la mise en œuvre du Projet de gestion des ressources naturelles au Sénégal (SENRM), une délégation de la Banque mondiale a effectué, le mercredi 8 avril 2026, une visite du site du pôle aquacole de Bafoundou, dans la commune de Tomboronkoto (région de Kédougou). Conduite par Arame Tall, cheffe de projet à la Banque mondiale et cheffe de mission, la délégation a pu constater de visu l'état



d'avancement de ce projet structurant, financé à hauteur de 497 millions de FCFA. La visite s'est déroulée en présence du coordonnateur du projet SENRM Pêche, Dr Papa Namsa Keita, ainsi que des équipes techniques impliquées. Implanté sur une superficie de 2 hectares, le pôle aquacole est dédié à l'élevage du Tilapia du Nil et du poisson-chat africain. Il s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la gestion durable des ressources halieutiques et de création d'opportunités économiques pour les populations locales. Sur le terrain, la mission a également noté le démarrage effectif des activités de maraîchage au profit des personnes affectées par le projet (PAP), dans le cadre du plan de restauration des moyens de subsistance. Un périmètre maraîcher est actuellement en cours de valorisation, avec déjà des cultures visibles.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/kedougou-la-banque-mondiale-evalue-le-pole-aquacole-de-bafoundou/>

SENEWEB. Les besoins de financement des États assèchent ceux des PME

Dans l'UEMOA, les besoins de financement des États ont fortement augmenté ces dernières années. Déficits budgétaires, investissements publics, refinancement de la dette ou dépenses sociales poussent les gouvernements à emprunter davantage sur le marché régional. Cette montée des émissions de titres publics facilite le financement des budgets nationaux, mais elle produit aussi un effet secondaire important sur l'économie privée. Les banques commerciales disposent de ressources limitées. Lorsqu'elles doivent choisir entre financer une PME ou acheter des obligations d'État, elles privilégient souvent la seconde option. Les titres publics offrent des rendements attractifs, une meilleure liquidité et un risque jugé plus faible. Ils peuvent aussi être utilisés comme garanties auprès de la BCEAO pour obtenir du refinancement.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/les-besoins-de-financement-des-etats-assechent-ceux-des-pme_n_489064.html

SENEWEB. La BAD veut transformer l'épargne africaine en moteur de développement

Le 9 avril 2026, Abidjan accueille un dialogue consultatif consacré à la nouvelle architecture financière africaine, sous le patronage de Alassane Ouattara et sous la direction de Sidi Ould Tah. Organisée par le Groupe de la Banque africaine de développement, cette rencontre réunit banques, fonds souverains, compagnies d'assurance, marchés financiers, investisseurs institutionnels et responsables publics autour d'un constat partagé. Le continent ne manque pas d'argent, mais il peine à organiser et orienter efficacement ses ressources. Selon la BAD, l'Afrique disposerait de près de 4 000 milliards de dollars d'épargne domestique, répartis entre les réserves de change, les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les banques commerciales et les actifs détenus par les ménages. Pourtant, une grande partie de cette épargne reste peu mobilisée pour financer les infrastructures, l'industrie, l'agriculture ou la transition énergétique.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/la-bad-veut-transformer-lepargne-africaine-en-moteur-de-developpement_n_489085.html

LEJECOS. NOUVELLE ARCHITECTURE FINANCIERE AFRICAINE : Le Consensus d'Abidjan pose les bases

Abidjan, la capitale économique ivoirienne, a été ce 9 avril 2026, le cadre pour un parterre d'acteurs financiers et institutionnels africains ont adopté un texte fondateur



qui entend changer la manière dont le continent mobilise, structure et déploie ses ressources. Un Consensus qui donne naissance à la Nouvelle Architecture Financière Africaine pour le Développement (NAFAD). Entre ambition souveraine et défi d'exécution, l'Afrique tente de reprendre la main sur son propre capital. Le point de départ du Consensus est une réalité que les économistes africains répètent depuis des décennies : l'Afrique est riche en épargne, mais cette épargne ne finance pas l'Afrique. Les fonds de pension du continent, les fonds souverains, les compagnies d'assurance et de réassurance gèrent des centaines de milliards de dollars (dont une part considérable est investie hors du continent), faute d'instruments adaptés, de marchés suffisamment profonds et de mécanismes de partage des risques crédibles.

https://www.lejecos.com/NOUVELLE-ARCHITECTURE-FINANCIERE-AFRICAINE-Le-Consensus-d-Abidjan-pose-les-bases_a30654.html

SENEWEB. Banque mondiale : pourquoi les perspectives de croissance africaine inquiètent malgré le cap des 4,1 %

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance de 4,1 % en 2025 puis en 2026, selon la dernière édition du rapport Africa's Pulse publié par le Groupe de la Banque mondiale. Ce rythme reste supérieur à celui observé dans plusieurs régions du monde, mais il a été révisé à la baisse par rapport aux projections précédentes. Derrière cette apparente stabilité, le rapport souligne une accumulation de fragilités qui pourrait compliquer la trajectoire économique du continent. La région reste fortement exposée aux chocs extérieurs. Les tensions géopolitiques, les perturbations du commerce international et les incertitudes sur les marchés de l'énergie continuent d'alimenter les risques. Une remontée des prix du pétrole, des céréales ou des engrais pourrait raviver l'inflation dans plusieurs pays, alors même que de nombreux ménages consacrent déjà une part importante de leurs revenus à l'alimentation et au transport.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/banque-mondiale-pourquoi-les-perspectives-de-croissance-africaine-inquietent-malgre-le-cap-des-41_n_489086.html

LEJECOS. Croissance économique mondiale : L'OCDE appelle à relancer la dynamique des réformes

Les perspectives de croissance économique sont mises à mal à l'échelle mondiale, compte tenu de l'incertitude à court terme liée aux tensions géopolitiques ainsi que des problèmes à long terme posés par la faible croissance de la productivité, l'atonie de l'investissement et de la dynamique des entreprises, les pénuries de compétences et le vieillissement démographique. Selon un nouveau rapport de l'OCDE, il est urgemment nécessaire de relancer la dynamique des réformes, de prendre des mesures pour renforcer les déterminants structurels de la croissance et de veiller à ce que les économies restent compétitives et résilientes dans un paysage mondial en mutation rapide. La première édition de la publication « Les fondements de la croissance et de la compétitivité », présentée ce jour à Paris, offre aux pays un outil fondé sur des données factuelles pour mettre en œuvre des réformes structurelles propices aux gains de productivité.

https://www.lejecos.com/Croissance-economique-mondiale-L-OCde-appelle-a-relancer-la-dynamique-des-reformes_a30658.html





ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: le ministère de l'Économie anticipe une croissance à 2,5%, très inférieure à celle de 2025

Le Sénégal revoit à la baisse ses perspectives de croissance pour 2026. Dans un rapport détaillé d'une quarantaine de pages intitulé « Développements économiques récents et perspectives », le ministère de l'Économie prévoit désormais une croissance de 2,5%, bien inférieure aux 6,7% en 2025. Au lieu des 5% de croissance prévus par la loi de Finances pour 2026, ce chiffre tombe désormais à 2,5. Un écart qui s'explique, en partie, par la baisse de la contribution des hydrocarbures. En effet, si le champ pétrolier de Sangomar, situé au large du Sénégal, a fonctionné à plein régime en 2025, sa production décline en 2026. Avec une économie au Sénégal très dépendante des hydrocarbures, la baisse attendue de ces recettes va donc faire chuter la croissance. C'est d'ailleurs l'un des défis du Sénégal : générer de la croissance hors pétrole et agriculture. Car, depuis 2017, l'activité économique, en dehors de ces deux secteurs, n'a cessé de ralentir, et encore plus depuis 2024.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260410-s%C3%A9n%C3%A9gal-minist%C3%A8re-%C3%A9conomie-anticipe-une-croissance-%C3%A0-2-5-tr%C3%A8s-inf%C3%A9rieure-%C3%A0-2025>

JEUNE AFRIQUE. Moyen-Orient, Sénégal, croissance... Le menu africain des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

Hausse de l'énergie, regain d'inflation, pressions sur la dette : le conflit au Moyen-Orient bouleverse l'agenda des assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale, avec des conséquences directes pour les économies africaines. Le répit est fragile et l'économie mondiale n'aura pas attendu pour mesurer les effets du conflit. À peine annoncé, le cessez-le-feu de quinze jours entre Washington et Téhéran, décrété par Donald Trump, n'a pas suffi à apaiser durablement les tensions. Car même suspendus, les affrontements au Moyen-Orient ont déjà déclenché une onde de choc économique qui sera au cœur des réunions de printemps du

<https://www.jeuneafrique.com/1786833/economie-entreprises/moyen-orient-senegal-croissance-le-menu-africain-des-reunions-de-printemps-du-fmi-et-de-la-banque-mondiale/>

JEUNE AFRIQUE. Fin du dollar en RDC : la Banque centrale tranche pour un arrêt des transactions en cash d'ici à un an

La décision ravive le débat sur la dédollarisation dans un pays où le franc congolais peine à s'imposer. Les devises étrangères pour les transactions en liquide en RDC, où le dollar américain s'est substitué de façon généralisée et depuis des années à une monnaie locale faible, seront interdites d'ici un an, a annoncé ce jeudi 9 avril 2026 au soir la Banque centrale du Congo (BCC), dans un communiqué signé par son



gouverneur, André Wameso : « À partir de cette date du 9 avril 2027, aucune personne, physique ou morale, ne sera plus autorisée à effectuer des transactions en espèces en monnaies étrangères. »

<https://www.jeuneafrique.com/1787167/economie-entreprises/fin-du-dollar-en-rdc-la-banque-centrale-tranche-pour-un-arret-des-transactions-en-cash-dici-a-un-an/>

RFI. Crise énergétique: le FMI prêt à aider les pays les plus vulnérables, mais de la discipline avant tout

La semaine prochaine à Washington, le FMI et la Banque mondiale organisent leurs réunions de printemps et il devrait être largement question de la crise générée par la guerre au Moyen-Orient. La patronne du FMI prévient : les prévisions de croissance seront moins importantes que prévu et l'institution se dit prête à aider les pays plus touchés. La fermeture du détroit d'Ormuz et la destruction d'installations pétrolières dans les pays du Golfe ont provoqué « un choc négatif d'approvisionnement » qui « va inévitablement faire du mal » aux citoyens, en particulier dans les pays les plus vulnérables, souligne Mme Georgieva dans un entretien accordé à l'Agence France presse. Et parmi les États plus vulnérables, la patronne du FMI identifie des pays d'Afrique subsaharienne ou encore les petites îles du Pacifique.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260410-crise-%C3%A9nerg%C3%A9tique-fmi-pr%C3%AAt-%C3%A0-aider-pays-les-plus-vuln%C3%A9rables>

LE MONDE. Guerre au Moyen-Orient : les ventes de pétrole des Etats-Unis n'ont jamais été aussi importantes

Les États-Unis devraient exporter 5,2 millions de barils par jour en avril, principalement vers l'Asie, confortant leur place de premier producteur mondial. Le président américain, Donald Trump, a un conseil pour les pays dont l'approvisionnement en hydrocarbures est compromis par la guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz. « Achetez du pétrole aux États-Unis d'Amérique ! », a-t-il lancé lors de son allocution à la nation, le 1er avril. Il semblerait que son vœu soit en train de se réaliser : les ventes américaines de pétrole à l'international ne se sont jamais aussi bien portées qu'en ce moment. Selon les données du cabinet Kpler, cité par le Financial Times, les États-Unis devraient exporter 5,2 millions de barils par jour au mois d'avril, une hausse de 33 % par rapport au niveau d'avant-guerre (3,9 millions de barils quotidiens). Vendredi 10 avril, une flotte de 68 tankers se dirigeait vers les côtes américaines, les cales vides, prêtes à accueillir une large quantité de brut. La semaine précédant le conflit, qui a commencé le 28 février, il n'y en avait que 27.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/10/les-exportations-de-petrole-americain-bondissent-sur-fond-de-guerre-au-moyen-orient_6678884_3234.html

RFI. Guerre en Iran: malgré le cessez-le-feu, le conflit continue de coûter cher aux États-Unis

Si l'annonce d'une trêve de deux semaines suspend momentanément l'escalade, la facture de plus de cinq semaines de guerre contre l'Iran atteint déjà plusieurs dizaines de milliards de dollars pour les États-Unis. Insensible à l'annonce de la trêve, le compteur continue de tourner : les dollars défilent à la vitesse de plus de 11 000 par seconde. Lancé par des organisations opposées au conflit sur le site Iran War Cost Tracker, l'outil repose toujours sur des estimations du Pentagone établies dans les premiers jours de la guerre : 11,3 milliards de dollars pour les six premiers jours, puis



environ un milliard supplémentaire par jour supplémentaire. Mais avec le cessez-le-feu de quinze jours annoncé mardi 7 avril, ce décompte perd de sa pertinence. Si la facture, déjà colossale, continue de s'alourdir pour les contribuables américains, la suspension des opérations militaires contre l'Iran devrait freiner, au moins temporairement, l'emballement. « Une grande partie des dépenses va s'arrêter avec le cessez-le-feu, puisque le poste le plus important, ce sont les munitions, et nous n'en utiliserons plus », explique Mark Cancian, conseiller au sein du Center for Strategic and International Studies (CSIS).

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260409-guerre-en-iran-malgr%C3%A9-le-cessez-le-feu-le-conflit-continue-de-co%C3%BBter-cher-aux-%C3%A9tats-unis>

COURRIER INTERNATIONAL. Transport maritime. Ormuz n'est pas le seul goulet d'étranglement : l'explication en cartes

Avant la guerre en Iran, 20 % des approvisionnements mondiaux en pétrole et en gaz passaient par le détroit d'Ormuz. Mais cette artère vitale n'est pas la seule à présenter un risque de blocage dans le monde. "Le commerce mondial ne s'effondre pas du jour au lendemain, écrit The Times of India. Il ralentit progressivement, avec des navires détournés, une hausse des primes d'assurance, des retards dans le transport des marchandises et des marchés nerveux." Et, bien évidemment, une fermeture possible de voies navigables, comme le détroit d'Ormuz le montre depuis les premières frappes israélo-américaines sur l'Iran le 28 février.

https://www.courrierinternational.com/grand-format/transport-maritime-ormuz-n-est-pas-le-seul-goulet-d-etranglement-l-explication-en-cartes_242742

RFI. Venezuela: après le pétrole, l'industrie minière s'ouvre à son tour à l'investissement privé

Au Venezuela, le gouvernement adopte une nouvelle loi pour ouvrir le marché minier aux investissements étrangers. La loi a été votée à l'unanimité jeudi 9 avril par le Parlement vénézuélien. Les États-Unis mettent la pression sur le gouvernement intérimaire de Delcy Rodríguez, après avoir capturé Nicolas Maduro en janvier dernier. La présidente par intérim a déjà ouvert l'immense industrie pétrolière aux investissements privés et étrangers. C'est maintenant au tour de ses vastes réserves minières. « La deuxième lecture du projet de loi organique sur les mines est déclarée approuvée à l'unanimité », a déclaré le président du Parlement, Jorge Rodríguez. Cette nouvelle loi doit donner des garanties juridiques et un régime fiscal plus souple pour les investisseurs internationaux. Une adoption attendue après la visite du ministre américain de l'Intérieur Doug Burgum, mi-mars. L'homme, connu pour sa proximité avec l'industrie pétrolière et minière, avait alors déclaré à Caracas que les compagnies américaines étaient « impatientes » de se mettre au travail dans le pays.

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20260410-venezuela-apr%C3%A8s-p%C3%A9trole-industrie-mini%C3%A8re-s-ouvre-investissement-priv%C3%A9>

LE MONDE. Avec la guerre en Iran, la Commission européenne redoute un « choc stagflationniste »

La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, demande à Bruxelles d'envisager une suspension du pacte de stabilité et de croissance, si la guerre au Moyen-Orient devait durer. Les conséquences économiques du conflit au Moyen-Orient s'annoncent douloureuses. Jeudi 9 avril, lors d'une audition au Parlement européen, Valdis



Dombrovskis, le commissaire aux affaires économiques, a commencé à préparer le terrain. Il évoque désormais le « risque d'un choc stagflationniste », qui se concrétiserait par la triste combinaison d'une croissance en berne et de prix à la hausse. Il n'est pas le premier à envisager un tel scénario. Le 26 mars, dans un entretien au magazine The Economist, la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, faisait part, elle aussi, de ses préoccupations. « Nous sommes confrontés à un véritable choc, probablement bien plus grave que ce que nous pouvons imaginer pour l'instant », confiait-elle.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/09/conflit-au-moyen-orient-la-commission-europeenne-redoute-un-choc-stagflationniste_6678625_3234.html

FRANCE 24. Dépendance énergétique : l'Europe face au retour du réel

Avec la flambée des prix liée aux tensions au Moyen-Orient, la dépendance énergétique de l'Europe revient au cœur du débat. L'Union européenne importe près de 60 % de l'énergie qu'elle consomme. Un choix assumé depuis des années, mais qui expose aujourd'hui les économies européennes aux chocs géopolitiques. L'Europe paie-t-elle aujourd'hui le prix de ses choix énergétiques ? La question revient avec force alors que les tensions au Moyen-Orient font bondir les prix du pétrole et du gaz. L'Union européenne dépend à près de 60 % des importations pour son énergie, une proportion encore plus élevée pour les carburants.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20260409-d%C3%A9pendance-%C3%A9nerg%C3%A9tique-l-europe-face-au-retour-du-r%C3%A9el>

COURRIER INTERNATIONAL. Inflation. L'Irlande paralysée par un vaste mouvement contre l'essence chère

Face à l'envolée des prix causée par la guerre en Iran, le gouvernement centriste doit annoncer vendredi 10 avril une série de mesures contre l'inflation, mais refuse pour l'heure d'envisager l'introduction d'un plafond, revendication principale de cette vague de protestation spontanée qui révèle un "profond malaise" dans le pays, selon la presse irlandaise. Cortège de tracteurs sur O'Connell Street, dans le cœur de Dublin, opérations escargots autour de la capitale, blocage de dépôts de pétrole à travers le pays : routiers et agriculteurs irlandais mènent un large mouvement de protestation depuis mardi 7 avril, sur fond d'envolée des prix de l'essence liée à la guerre en Iran. "Plus d'une centaine de stations-service sont à sec et le nombre pourrait monter à 250 à la mi-journée en raison des problèmes d'approvisionnement, auxquels s'ajoute une ruée des automobilistes, qui craignent une pénurie", s'inquiète le journal dublinois Irish Independent.

https://www.courrierinternational.com/article/inflation-l-irlande-paralysee-par-un-vaste-mouvement-contre-l-essence-cher_242787

LE FIGARO. Dette : Moody's va-t-elle finalement dégrader la note de la France, sur fond de choc pétrolier et de taux élevés ?

Jusqu'à présent, l'agence de notation s'est démarquée de S&P et Fitch en maintenant l'Hexagone un cran au-dessus. Financièrement, la France a connu des jours meilleurs. Le gouvernement a beau se réjouir d'avoir réduit le déficit public à 5,1 % du PIB en 2025 au lieu des 5,4 % visés initialement, le niveau reste largement excessif eu égard au plafond de 3 % prévu dans les critères de convergence de Maastricht. Actuellement



à plus de 152 milliards, son retour sous ce seuil requiert un effort d'une soixantaine de milliards d'euros. Cette difficulté spécifiquement française à tenir les finances publiques - le déficit agrégé de la zone euro devrait se situer bien en dessous, autour de 3,2 % du PIB, selon la Commission européenne - pèse naturellement sur la trajectoire de la dette, toujours ascendante. Celle-ci a atteint 115,6 % du PIB en 2025, soit 3 460,5 milliards d'euros, contre 112,6 % en 2024.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/dette-moody-s-va-t-elle-finalement-degrader-la-note-de-la-france-sur-fond-de-choc-petrolier-et-de-taux-elevés-20260410>

LE MONDE. L'aide au développement a enregistré en 2025 une chute historique

Le soutien financier aux pays les plus pauvres a chuté de 23,1 % en 2025, selon l'OCDE, principalement en raison de l'effondrement des budgets américains. L'aide publique au développement s'effondre, alors que les pays à bas revenu n'ont jamais eu autant besoin de financements pour se développer. Selon les chiffres fournis jeudi 9 avril par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), celle-ci a chuté de 23,1 % en 2025. « C'est la contraction la plus forte enregistrée dans l'histoire de l'aide publique au développement », souligne l'OCDE. Elle ne représente que 0,26 % du revenu national brut des 34 pays réunis dans le comité d'aide au développement de l'OCDE, très loin de l'objectif de 0,7 % fixé en 1970 à l'Organisation des Nations unies.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/04/09/l-aide-au-developpement-a-enregistre-en-2025-une-chute-historique_6678624_3234.html

LE FIGARO. Le Trésor et la Fed alertent les grandes banques américaines sur les risques liés à l'IA Claude Mythos

Scott Bessent et Jerome Powell ont reçu, mardi, les dirigeants de Bank of America, Citigroup, Goldman Sachs Morgan Stanley et Wells Fargo pour les sensibiliser sur ce nouveau modèle d'Anthropic, capable de détecter les failles dans leurs systèmes informatiques. C'est un risque financier systémique d'une nouvelle forme qui met en alerte les autorités américaines. La menace représentée par un modèle d'intelligence artificielle (IA), capable d'identifier et d'exploiter des failles dans les systèmes informatiques des banques, est brusquement propulsée au premier plan à Washington. Tombé dans de mauvaises mains, par exemple celles d'une puissance étrangère, de cyberpirates ou de terroristes, un modèle d'IA comme celui tout juste mis au point par Anthropic, et baptisé Mythos, permettrait d'infiltrer les systèmes de paiement, de paralyser les circuits du crédit ou de violer la confidentialité de millions de clients.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-tresor-et-la-fed-alertent-les-grandes-banques-de-risques-systemiques-lies-a-l-intelligence-artificielle-20260410>

FRENCH.CHINA.ORG. Chine : l'IPP en hausse de 0,5% en mars, mettant fin à 41 mois de baisse

L'indice des prix à la production (IPP) de la Chine, qui mesure les coûts de marchandises à la sortie d'usine, a renoué avec une croissance en glissement annuel en mars, mettant fin à 41 mois de baisse, a annoncé vendredi le Bureau d'Etat des statistiques (BES). L'IPP a augmenté de 0,5% en glissement annuel en mars, inversant la tendance après une baisse de 0,9% en février, selon le BES. Dong Lijuan, statisticienne au BES, a attribué ce revirement principalement aux pressions



inflationnistes importées et à l'amélioration de la dynamique de l'offre et de la demande dans certaines industries nationales. La hausse mondiale des prix des matières premières, telles que le pétrole brut et les métaux non ferreux, a entraîné une augmentation des coûts dans les secteurs connexes au niveau national. En mars, les prix d'achat dans le secteur de l'extraction et du traitement des métaux non ferreux ont bondi de 36,4% en glissement annuel, tandis que les prix de la fusion et du laminage des métaux non ferreux ont grimpé de 22,4%, ces taux de croissance ayant respectivement augmenté de 6,2 et 0,3 point de pourcentage par rapport à février.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-04/10/content_118429993.htm

